



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/12122025/19
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025101-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

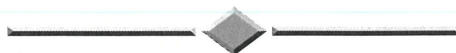
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/19
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025101-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



19 RÉVISION DES OUTILS DE LA LOI 2002 EN VUE DE LA CRÉATION D'UN SERVICE AUTONOMIE À DOMICILE - AUTORISATION

MESDAMES, MESSIEURS,

Le C.C.A.S. de Rouen crée un Service Autonomie à Domicile (S.A.D.) à partir du 1^{er} janvier 2026 par fusion du Service de Soins Infirmiers À Domicile (S.S.I.A.D.) et du service prestataire des résidences autonomie.

La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'Action Sociale et Médico-Sociale a institué pour les Établissements et Services Médico-Sociaux une recherche permanente de la qualité de l'accompagnement.

Pour tendre vers cet objectif, elle rend obligatoire la mise en œuvre de différents outils ayant pour finalité de rendre l'usager acteur de sa prise en charge. Pour le futur S.A.D., ces outils sont :

- Le projet d'établissement,
- Le livret d'accueil,
- La charte des droits et libertés de la personne accueillie,
- Le règlement de fonctionnement,
- Le contrat de séjour ou le Document Individuel de Prise en Charge (D.I.P.C.),
- Le Conseil de la Vie Sociale ou les autres formes de participation (questionnaire de satisfaction),
- La personne qualifiée (médiateur nommé par arrêté du Préfet).

La loi d'adaptation au vieillissement rappelle ce principe.

Ces documents réactualisés doivent faire l'objet d'une validation par le Conseil d'Administration du C.C.A.S. au moins une fois tous les cinq ans.

Lesdits documents sont annexés à la présente délibération.

Afin de se conformer à cette obligation, le Conseil d'Administration est invité à examiner les réactualisations du projet de service, du règlement de fonctionnement, du livret d'accueil, du Document Individuel de Prise en Charge, du contrat de prestation et des questionnaires de satisfaction. Il est proposé que ces outils prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2026.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'Action Sociale et Médico-Sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 dite loi d'adaptation de la société au vieillissement,

VU le Décret n°2003-1095 du 14 novembre 2003 relatif au règlement de fonctionnement institué par l'article L 311-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Décret n°2004-1274 du 26 novembre 2004 relatif au contrat de séjour prévu par l'article L 311-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment son article R123-20,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. créé un S.A.D. à compter du 1^{er} janvier 2026 et qu'il doit remettre à jour les outils de la loi 2002,

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/19
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025101-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

CONSIDÉRANT que le Document Individuel de Prise en Charge, le règlement de fonctionnement, le livret d'accueil et le questionnaire de satisfaction en vigueur ont été travaillés à partir de 2005 et que des réactualisations ont été régulièrement nécessaires afin de tenir compte des évolutions réglementaires,

CONSIDÉRANT que ces réactualisations doivent être validées par le Conseil d'Administration.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, approuve le projet de service, le règlement de fonctionnement, le Document Individuel de Prise en Charge et les avenants, le livret d'accueil et les questionnaires de satisfaction réactualisés, joints en annexe.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.